

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de pierre  
CS60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S.**

7 rue Emmy Noether  
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : "H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\EVIOSYS\_ ExCROWN  
EMBALLAGES FOOD FRANCE\_Outreau\_0007000869\2\_INSPECTIONS\2025\_03\_20\_MEX\_2025"  
Code AIOT : 0007000869

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S. implanté BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 OUTREAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S.
- BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 OUTREAU
- Code AIOT : 0007000869
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVIOSYS PACKAGING France (ex-CROWN EMBALLAGE) exploite sur le territoire de la commune d'Outreau une usine de production d'emballages métalliques alimentaires.

Le site d'Outreau est soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 3670 (traitement de surface à l'aide de solvants). Il relève de la directive des émissions industrielles (directive IED).

Il a été autorisé par arrêté préfectoral délivré le 5 octobre 2009 à la société Crown Emballages France. Des arrêtés complémentaires en date des 24 octobre 2019 et 6 mars 2024 complètent cette autorisation.

Le changement d'exploitant au bénéfice de la société EVIOSYS Packaging France a été notifié en 2021.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société SONOCO EUROPE est le nouveau exploitant de l'établissement EVIOSYS d'Outreau depuis 3 mois. L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet de ce changement d'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action "moyens de défense contre l'incendie" de l'unité départementale du Littoral. À l'issue de l'inspection, des non-conformités ont été relevées et un arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à la signature du préfet.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tout moyen appropriés.
<b>Constats :</b>  L'établissement produit des boîtes métalliques brutes sans couvercles. Le processus de fabrication met en œuvre plusieurs procédés et matériaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie. Il s'agit notamment de machines d'emboutissage et d'étuvage, d'un atelier de vernissage comprenant le stockage de produits, ainsi que de zones de stockage de produits finis, de cartons, et d'un grand nombre de palettes en bois entreposées à l'extérieur des bâtiments.  L'exploitant a confirmé la présence d'une citerne aérienne de GPL ainsi que d'un point d'alimentation en GPL pour les engins de manutention. Il a également confirmé la présence de zones ATEX au niveau de l'atelier de vernissage.  Cependant, l'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des zones de stockage indiquant les zones à risques.  L'absence de ce plan général constitue une non-conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande la réalisation d'un plan général de localisation des zones à risques de l'établissement. Ce plan doit être accompagné d'un état des stocks des produits dangereux ainsi que de leur localisation. Il doit être mis à disposition des services d'incendie et de secours, et affiché à l'entrée ou aux différentes entrées de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Etat des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan informatisé indiquant la localisation des poteaux incendie et du réseau RIA. Ce réseau est composé de trois circuits distincts, qui ne couvrent cependant pas l'ensemble des bâtiments.  Ce plan est incomplet, car il ne comprend pas la localisation des autres équipements et moyens de lutte contre l'incendie, tels que les extincteurs, les RIA, ou encore les systèmes d'extinction au gaz CO <sub>2</sub> .  Le réseau de poteaux incendie est constitué de deux poteaux externes et de trois poteaux internes. Deux de ces poteaux sont alimentés par une réserve d'incendie souple, tandis que les autres (internes et externes) sont raccordés au réseau public.  Ce plan n'est ni affiché ni disponible dans les locaux. De manière générale, il n'existe aucun plan de repérage permettant de localiser l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.  Lors de la visite de terrain, il a été constaté que certains extincteurs sont dissimulés ou difficilement accessibles, notamment dans les espaces extérieurs de stockage de palettes en bois.  L'absence de plan de localisation, de repérage et de signalisation des équipements constitue une non-conformité.  Concernant la procédure en cas d'incendie, celle-ci repose sur un ensemble de fiches réflexes « sécurité incendie ». L'organisation de l'alerte et de la première intervention est structurée autour d'un responsable Équipe Incendie (EI) et d'équipiers Sécurité Incendie (ESI). En cas d'alerte, le responsable EI rassemble les ESI (au point de rassemblement situé à la centrale incendie), puis détermine la conduite à tenir en fonction des fiches réflexes et des consignes établies.  L'exploitant dispose d'un plan de formation des membres de l'équipe EI et ESI. Ces formations, dispensées par LSI Formation, portent notamment sur l'utilisation des extincteurs et des RIA.  La validité de ces formations est de trois ans. L'inspection a constaté qu'aucune date de validité n'était dépassée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un plan présentant et localisant l'ensemble des moyens d'intervention. Chaque moyen doit être facilement accessible et identifié par un repère ou une signalisation physique clairement indiquée sur le plan.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les contrôles des RIA et des extincteurs sont réalisés par la société DEKRA.</p> <p>Les contrôles de la centrale incendie et des systèmes de détection sont assurés par la société INAREG.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son plan de maintenance et de vérifications périodiques. Lors de la visite de site, l'inspection a relevé les éléments suivants :</p> <p>Les dernières dates de vérification indiquées sur les extincteurs contrôlés remontent à l'année 2023.</p> <p>La centrale de détection ne comporte aucune marque attestant d'une vérification périodique.</p> <p>La vérification des poteaux incendie internes ainsi que de la réserve incendie a été réalisée en 2022. Les poteaux incendie externes ont également été vérifiés cette même année. Les rapports produits mentionnent les débits disponibles, mais sans préciser si les mesures ont été prises en débit simultané. Ces vérifications ont été effectuées par la société VEOLIA, gestionnaire du réseau public.</p> <p>L'absence de plan de maintenance et de programme de vérifications périodiques des moyens d'intervention constitue une non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un plan de maintenance et de vérifications périodiques couvrant l'ensemble des moyens d'intervention contre l'incendie.</p> <p>L'inspection demande également la transmission de l'ensemble des derniers documents de</p>

contrôle relatifs à ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de suivi des maintenances et des contrôles des équipements d'intervention est tenu sous forme de tableur.</p> <p>Ce tableur indique les dates d'intervention, mais ne mentionne ni les non-conformités relevées ni les observations associées. Pour identifier les éventuelles non-conformités, l'exploitant doit consulter séparément les rapports d'intervention.</p> <p>Par ailleurs, ce registre ne présente aucun plan d'action ni d'échéancier permettant un retour à la conformité.</p> <p>L'incomplétude du registre de maintenance constitue une non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande que le registre de suivi des maintenances et des contrôles soit complété afin d'y faire figurer les non-conformités et les observations émises lors des interventions.</p> <p>Ce registre devra également mentionner la référence des rapports d'intervention correspondants, ainsi que les actions correctives à mettre en œuvre, accompagnées de leurs échéances, afin d'assurer un retour à la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Indisponibilité des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<b>Constats :</b>  Les conditions de lutte contre l'incendie en cas de défaillance des moyens d'intervention existants ne sont ni définies ni formalisées dans une procédure.  L'absence de définition des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie en cas d'indisponibilité des dispositifs en place, ainsi que l'absence d'une procédure spécifique encadrant cette situation, constitue une non-conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de définir les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité des dispositifs existants. Une procédure spécifique devra être rédigée, précisant les actions à engager et les mesures compensatoires à appliquer en cas de défaillance des moyens actuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois